

S.N.C.F.: LE RAIL SUR UNE MAUVAISE PENTE...

Le 13 juin dernier, plus de 47% des cheminots étaient en grève contre le projet de réforme ferroviaire annoncé par le patronat et le gouvernement. Guillaume Pepy, le président de la SNCF nommé en 2008 par Sarkozy et renouvelé en février dernier par Hollande, continue avec zèle sa mission de démantèlement du service public ferroviaire.

S'appuyant sur les rapports Bianco et Auxiette dévoilés il y a quelques semaines, patrons et gouvernants se sont fixé trois objectifs: éclater l'entreprise publique SNCF; imposer la concurrence et la privatisation du transport de voyageurs; attaquer les conditions de travail des travailleurs du rail.

La création, en 1997, de *Réseau ferré de France*, qui récupérerait la gestion des voies ainsi que la dette afférente tandis que la SNCF se concentrerait sur l'exploitation, a abouti sans surprise à un échec: la dette, bien au contraire, n'a pas été résorbée tandis que les conflits d'intérêts et l'explosion des coûts des péages menaçaient le système ferroviaire dans son ensemble.

Au lieu de revenir sur cette séparation absurde et rétablir une seule entreprise publique intégrée, le projet annoncé éclaterait la SNCF en trois entreprises distinctes au lieu de les réunifier. Cette nouvelle usine à gaz inventée pour préparer «*l'ouverture à la concurrence*» transformerait la SNCF en simple entreprise de transport, les 50.000 cheminots de l'infra (s'occupant de la circulation et de la maintenance du réseau) rejoindraient un gestionnaire de l'infrastructure unifiée, tandis qu'un troisième établissement public intitulé Pôle public ferroviaire serait en charge du pilotage, du financement et du management des deux premiers!

Le rapport Auxiette concerne la régionalisation du transport de voyageurs et s'inscrit dans l'ouverture à la concurrence du marché voyageurs programmée pour 2019. Les régions procéderont alors par appels d'offre auxquels pourront concourir la SNCF, Kéolis, Veolia ou la Deutsche Bahn! Le vainqueur devra alors récupérer les personnels de son concurrent: un agent SNCF devrait, s'il veut conserver son emploi, rejoindre la société ayant remporté le marché et accepter de travailler sous les conditions de cette entreprise. Les régions décideront seules des conditions sociales, de l'organisation du travail mettant le service public à la merci des alternances politiques et des calculs électoraux, sans aucune coordination ou collaboration entre elles. Mettant fin à la péréquation tarifaire, les inégalités entre régions se creuseront au détriment des usagers et des travailleurs du rail.

Le dernier volet de la réforme porte sur la mise en place d'un «*cadre social harmonisé*» commun aux 154.000 cheminots et 4.000 salariés des entreprises privées dans le cadre d'une ouverture à la concurrence «*libre et non faussée*». Cette future réglementation, motivée par les seuls gains de productivité, vise à imposer un véritable dumping social aux cheminots comme en témoignent les préconisations du patronat de passer le nombre de journées de repos dans une fourchette annuelle allant de 104 à 116 contre 114 à 132 aujourd'hui à la SNCF, le nombre de repos doubles à 25 contre 52 aujourd'hui, le nombre de dimanches non travaillés dans l'année à 14 au lieu de 22...

Il n'y a pas d'avenir pour le service public ferroviaire dans une société soumise aux diktats du patronat, des Etats et de la finance (la dette de l'infrastructure ferroviaire atteint 32 milliards d'euros et augmente de 1,5 milliard par année, étranglant la rénovation et le développement du réseau).

Les anarchistes luttent pour une société tournée vers la satisfaction des besoins et non des profits. La réappropriation et la gestion directe, par les usagers et les travailleurs du rail du service public ferroviaire est un premier pas vers la révolution sociale et le communisme libertaire.

Pour cela, il faudra briser la logique des grèves de vingt-quatre heures décidées et contrôlées par les bureaucraties syndicales.

Pour cela, il faudra mettre un terme à la dispersion des luttes et fédérer l'ensemble des mouvements des salariés, des précaires, des chômeurs et de la jeunesse.

Pour cela, il faudra porter des revendications de rupture et développer des pratiques d'action et d'organisation en rupture avec les logiques autoritaires des politiciens et des bureaucrates de tout poil.

Les prochains mois seront d'une importance décisive. Ici comme partout dans le monde, les anarchistes seront là.

Voie libre
Liaison des cheminots de
la Fédération anarchiste
(voie-libre@federation-anarchiste.org)
